



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ALIMENTATION

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

## 2025-26 Fourniture et installation d'une suspension plafonnrière pour appareil de radiologie

Marché passé en procédure adaptée  
en application des dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique

# Cahier des Clauses Particulières

Mois d'établissement des prix (m0) : JUILLET 2025

Date limite de réception des offres : **11/07/2025 à 12h30**

Toutes les normes et les références à des marques s'entendent « ou équivalent »

**PROCEDURE DEMATERIALISEE**

SANTÉ ET ALIMENTATION AU CŒUR DE LA VIE

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2	TYPE DE MARCHE	3
ARTICLE 3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4	DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE	4
ARTICLE 5	PRIX DU MARCHE	4
ARTICLE 6	PAIEMENTS	4
<b>6.1</b>	<b>Avances</b>	<b>4</b>
<b>6.2</b>	<b>Présentation des factures</b>	<b>4</b>
<b>6.3</b>	<b>Délai de paiement du marché</b>	<b>4</b>
<b>6.4</b>	<b>Dépassement du délai de paiement</b>	<b>4</b>
ARTICLE 7	PENALITES	5
ARTICLE 8	RESILIATION	5
ARTICLE 9	DECLARATIONS ET ATTESTATIONS	5
ARTICLE 10	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	5
ARTICLE 11	RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT DURABLE	6
<b>11.1</b>	<b>Environnement</b>	<b>6</b>
<b>11.2</b>	<b>Droit de l'Homme</b>	<b>6</b>
<b>11.3</b>	<b>Relations et conditions de travail</b>	<b>6</b>

## ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Ce marché a pour objet le remplacement de la suspension plafonnrière, pour le matériel radiologique destiné à l'acquisition des images radiographiques des grands animaux (équins-bovins) à ONIRIS.

Ce dernier comprend la fourniture d'un nouveau portique ainsi que son installation et l'élimination du précédent.

- Site de la Chantrerie : Route de Gachet - 44300 NANTES

En raison des spécificités le marché n'est pas alloti.

### 1.1 Définition du besoin (Cahier des charges)

#### Principales caractéristiques requises

- le matériel doit fonctionner avec le générateur actuellement en place (), le tube actuel (AT2E Medical) et pouvoir être ultérieurement démontée pour être adaptée à un autre générateur
- spécifiquement prévue pour l'examen radiologique des chevaux.
- constituée d'une double suspension à chariot séparé
- dimensions adaptées (hauteur/longueur) à celles de la pièce servant à réaliser ces examens ; le système des câbles HT doit pouvoir également être adapté ou changé au besoin.
- Le déplacement de tous les éléments constitutifs de cette suspension (générateur/potter/câbles) doit se faire aussi silencieusement que possible pour ce type d'équipement
- Les freins des 2 suspensions seront commandées par un boîtier de commande, les commandes seront situées à l'opposé respectivement du diaphragme et du potter pour les 2 suspensions. Un système d'asservissement permettra la synchronisation en hauteur des 2 suspensions. Ces équipements devront s'adapter sur le support existant.
- La gaine du tube du générateur devra pouvoir être orientée dans les 3 dimensions de l'espace.
- Est requis un diaphragme avec commande du faisceau lumineux déporté à proximité des commandes de la suspension plafonnrière du tube. L'inclinaison du tube et du diaphragme par rapport à une position de tir horizontal (angle de 0°) sera particulièrement pratique de -15° (tir vers le plafond) à +90 ° (tir vers le sol);
- Le potter pourra accueillir un capteur plan AGFA DR 14 e C.
- La suspension plafonnrière proposée devra déjà être installée et fonctionner dans d'autres centres d'imagerie des grands animaux (à préciser)
- La suspension plafonnrière et tout le matériel nécessaire à son installation dans la salle devront être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur pour ce type de matériel.

L'offre de prix devra impérativement comprendre : la fourniture du matériel, sa livraison, son installation et son montage, la fourniture de la documentation technique complète et du manuel d'utilisation, l'adaptation des pré réglages avec les imageurs, la formation des utilisateurs, la garantie ainsi que le démontage, le retrait et le traitement de la suspension remplacée.

## ARTICLE 2 TYPE DE MARCHÉ

C'est un marché passé en procédure adapté.

## ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché comprend les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment complété et daté, auquel est joint le devis (ou décompte prévisionnel général et forfaitaire).
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi.
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ici nommé le CCAG/FCS, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : <http://www.economie.gouv.fr/daj/Cahiers-des-Clauses-Administratives-Generales>).
4. Le mémoire technique du titulaire.

Toute clause, portée dans les documents, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

L'intégralité des documents seront obligatoirement rédigés ou traduits en langue Française.

#### **ARTICLE 4 DATE DE PRISE D'EFFET - DUREE**

Le marché est conclu pour une durée maximale d'UN an à compter de sa date de notification.

#### **ARTICLE 5 PRIX DU MARCHÉ**

Le marché est conclu à prix unitaire et forfaitaire, non actualisable et non révisable.

Le prix comprend ;

- la fourniture, la livraison et l'installations ainsi que les adaptations éventuellement nécessaires ;
- les éventuels frais de déplacements et d'hébergement devront être inclus ;
- il est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

#### **ARTICLE 6 PAIEMENTS**

##### **6.1 Avances**

Une avance pourra être consentie aux conditions suivantes ;

- marché supérieur à 50 K€ et d'une durée supérieure à deux mois ;
- cette avance est fixée à 30 % du montant toutes taxes comprises.

##### **6.2 Présentation des factures**

En application des dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014, la transmission des factures par voie électronique est obligatoire.

La facture dématérialisée doit être déposée sur la plateforme chorus à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

En accédant à ce portail, il sera demandé le numéro SIRET d'ONIRIS **130535008000010** ainsi que le numéro du marché **2025-26** et le numéro d'engagement juridique (**EJ**).

Pour plus d'information, il convient de consulter le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation à la facturation électronique (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

##### **6.3 Délai de paiement du marché**

Le délai global de paiement du présent marché ne peut excéder **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

##### **6.4 Dépassement du délai de paiement**

En cas de dépassement du délai global de paiement, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

## **ARTICLE 7 PENALITES**

Les dispositions générales du CCAG/FCS s'appliquent.

## **ARTICLE 8 RESILIATION**

La personne publique pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions fixées au article 38 à 41 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42, la résiliation n'ouvrira pas de droit à indemnité de quelle nature que ce soit.

## **ARTICLE 9 DECLARATIONS ET ATTESTATIONS**

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- à présenter les capacités nécessaires à l'exécution du marché (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- à ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification de l'accord-cadre au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

### **Plateforme e-Attestations.com**

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, ONIRIS met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne :

**<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>**

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

**L'utilisation de cette plateforme est impérative**

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer – gratuitement – sur la plateforme, les documents suivants :

- *Tous les 6 mois :*
- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

## **ARTICLE 10 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas de litige, les deux parties tenteront de trouver une solution amiable à leur litige. A défaut, le Tribunal Administratif de Nantes est seul compétent. :

Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - 44000 NANTES – France

## **ARTICLE 11 RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le présent marché comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de L'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (normes NF X 50-135 -1 et 2).

Le respect des clauses ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques de l'accord-cadre : le titulaire, et le cas échéant ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

### **11.1 Environnement**

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- ✓ Les biens du présent accord-cadre, ainsi que leurs différents composants, doivent être ou avoir été produits dans des unités de production et selon des processus respectueux de l'environnement : des unités de production qui comportent notamment des dispositifs de traitement des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses... et qui fonctionnent selon des processus de production conformes à une utilisation durable des ressources ;
- ✓ Disposer d'un système de traçabilité des produits, en particulier la localisation des sites de production des marchandises et le cas échéant des composants qui les constituent et en rendre disponibles les résultats à toute demande du pouvoir adjudicateur.

### **11.2 Droit de l'Homme**

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- ✓ Respecter les 8 conventions fondamentales de l'OIT et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance des marchandises ;
- ✓ Disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- ✓ Respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives.

### **11.3 Relations et conditions de travail**

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- ✓ Avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- ✓ Respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles, etc.) ;
- ✓ Avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
  - Tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
  - Appliquer les lois sur le droit à la formation ;
  - Respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
  - Appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
  - Le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé, etc.).